

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/Q1/PRY/2**

**G/SCM/Q1/PRY/2**

10 octobre 1997

(97-4339)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Questions de HONG KONG, CHINE au PARAGUAY<sup>1</sup>

Le Bureau des affaires économiques et commerciales de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 octobre 1997.

#### Statut juridique interne de l'Accord antidumping

D'après les renseignements fournis par le Paraguay lors d'un précédent examen, l'Accord antidumping (l'Accord), qui fait partie intégrante des Accords du Cycle d'Uruguay, a été ratifié par le Parlement et a force de loi au Paraguay. Les autorités du pays sont tenues d'appliquer les dispositions de l'Accord [réf. G/ADP/W/373-G/SCM/W/383].

La présente notification du Paraguay contient le Décret n° 15.286 du 28 octobre 1996 désignant le Ministère de l'industrie et du commerce et le Ministère des finances en tant qu'entités chargées de veiller à l'application de la Loi n°444/94 concernant l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, et établissant les procédures applicables en la matière.

#### Questions

Quel est le statut juridique de l'Accord dans le droit national? Prévaut-il sur la législation antidumping nationale? En cas de contradictions, quel est le texte qui prévaut?

Comment les dispositions de l'Accord sont-elles appliquées avec force de loi au Paraguay? Plus spécifiquement, dans le cadre d'une procédure antidumping, les autorités du Paraguay considéreraient-elles l'Accord comme la source première de droit? Ou bien s'en remettraient-elles à l'Accord uniquement comme complément de la législation antidumping nationale ou en dernier ressort?

#### Ventes à des prix inférieurs aux coûts

L'article 4.4 du Décret dispose que les ventes à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/PRY/2-G/SCM/N/1/PRY/2.

ne peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et ne peuvent être écartées de la détermination de la valeur normale que si les autorités déterminent que de telles ventes sont effectuées 1) sur une longue période, qui doit être normalement de un an, mais en aucun cas inférieure à six mois, 2) pour un volume notable, c'est-à-dire qui ne représente pas moins de 20 pour cent des ventes correspondant aux transactions prises en compte pour la détermination de la valeur normale, et 3) à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.

Pour la définition des "quantités substantielles", la note de bas de page 5 de l'Accord prévoit un autre critère, à savoir le fait que le prix de vente moyen pondéré des transactions prises en considération pour la détermination de la valeur normale est inférieur aux coûts unitaires moyens pondérés.

#### Question

Le Paraguay pourrait-il préciser si l'autre critère, prévu dans la note de bas de page 5 de l'Accord, serait employé pour déterminer si les ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires sont effectuées en quantités substantielles?

#### Détermination de la valeur normale dans les pays à économie planifiée

L'article 4.9 du Décret prévoit que, s'agissant d'importations en provenance de pays à économie planifiée, la valeur normale du produit similaire est établie sur la base de la valeur à laquelle le produit similaire est vendu sur le marché intérieur au cours d'opérations commerciales normales dans un pays tiers à économie de marché ou, à défaut, vendu à l'exportation ou sur la base de tout autre critère que le Ministère de l'industrie et du commerce juge pertinent en fonction des circonstances. Toutefois, le choix du pays ne doit pas être suivi ouvertement d'inconvénients pour le producteur ou l'exportateur du pays d'origine.

#### Questions

- a) Existe-t-il un principe général ou une ligne directrice pour le choix du pays tiers à économie de marché? Dans quelles circonstances le Paraguay considérerait-il que le choix du pays tiers pourrait être suivi ouvertement d'inconvénients pour le producteur ou l'exportateur du pays d'origine?
- b) Le Paraguay pourrait-il préciser quel "autre critère" serait jugé pertinent en fonction des circonstances pour déterminer la valeur normale dans des pays à économie planifiée?

#### Détermination de l'existence d'un dommage

L'article 7.3 du Décret dispose que le volume et les effets des importations en provenance ou originaires de plus d'un pays soumis à l'enquête peuvent être cumulés en vue d'évaluer le dommage causé à la branche de production nationale, sous réserve que la marge de dumping ne soit pas *de minimis* et que le volume des importations ne soit pas négligeable.

L'article 3.3 de l'Accord dispose que les autorités ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets des importations en provenance de plus d'un pays que si elles déterminent a) que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable et b) qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière

des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

#### Questions

- a) Le Paraguay pourrait-il préciser s'il établira si la marge de dumping est *de minimis* et si les importations sont "négligeables" sur la base de chaque pays ou de tous les pays concernés dans leur ensemble?
- b) Le Paraguay pourrait-il indiquer si la condition b) de l'article 3.3 de l'Accord serait prise en compte dans la détermination du cumul des importations en provenance de différents pays pour l'évaluation du dommage?

#### Renseignements confidentiels

L'article 14.5 du Décret prévoit que les éléments de preuve et les renseignements présentés par chacune des parties intéressées sont portés à la connaissance de chacune des parties en cause, à l'exception des renseignements enregistrés en tant que renseignements confidentiels, qui sont traités comme tels par le Ministère de l'industrie et du commerce.

L'article 6.5 de l'Accord dispose que tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.

#### Questions

Le Paraguay pourrait-il fournir des détails sur le sens de l'expression "renseignements confidentiels" utilisée à l'article 14.5 du Décret? Les renseignements fournis à titre confidentiel par les parties intéressées sont-ils compris dans cette acception? De tels renseignements ne seraient-ils divulgués qu'avec l'autorisation expresse de la partie les ayant fournis?

#### Mesures provisoires

L'article 16.4 du Décret dispose qu'il ne peut être imposé de mesures provisoires avant six jours à compter de la publication du texte décrétant l'ouverture de l'enquête.

L'article 7.3 de l'Accord prévoit qu'il ne sera pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

#### Question

Le Paraguay pourrait-il préciser dans quelle mesure sa législation nationale est compatible avec les prescriptions de l'Accord?

#### Intérêt économique national et intérêt public

L'article 18.4 du Décret prévoit que l'intérêt économique national et l'intérêt public sont dûment pris en compte lors de l'évaluation de l'affaire, de même que les renseignements présentés par les parties à cet égard, y compris par les groupements ou associations d'utilisateurs et de consommateurs. Il peut

être conclu à la non-imposition de mesures lorsqu'on considère que cela causerait un dommage substantiel à l'économie nationale.

### Questions

Comment les autorités du Paraguay détermineraient-elles que l'intérêt économique national ou l'intérêt public est en jeu? Quelles pourraient être les considérations pertinentes?

### Examen des nouveaux venus

L'article 19.3 du Décret prévoit un examen pour les "nouveaux venus" non liés.

L'article 9.5 de l'Accord dispose que ce réexamen sera engagé et effectué selon des procédures accélérées par rapport aux procédures normales de fixation des droits et de réexamen dans le Membre importateur. Aucun droit antidumping ne sera perçu sur les importations en provenance de ces exportateurs ou producteurs pendant la durée du réexamen. Les autorités pourront cependant suspendre l'évaluation en douane et/ou demander des garanties pour faire en sorte que, si ce réexamen conduisait à déterminer l'existence d'un dumping pour ces producteurs ou exportateurs, des droits antidumping puissent être perçus rétroactivement à partir de la date à laquelle ce réexamen a été engagé.

### Question

Le Paraguay pourrait-il fournir plus de détails sur la manière dont l'examen des nouveaux venus serait conduit conformément aux obligations prévues à l'article 9.5 de l'Accord?

### Points essentiels de l'Accord antidumping qui ne sont pas abordés dans la législation antidumping du Paraguay

Il apparaît que certaines dispositions de l'Accord ne sont pas reprises dans la législation antidumping du Paraguay, ou le sont d'une façon qui n'est peut être pas appropriée. On peut citer les exemples suivants:

Taux de change (article 2.4.1)

Avis au public des déterminations (article 12.2)

Procédures à suivre pour les enquêtes sur place (annexe I)

Procédures relatives à l'utilisation des meilleurs renseignements disponibles (annexe II)

### Questions

Le Paraguay pourrait-il préciser s'il existe des dispositions internes spécifiques reflétant les dispositions susmentionnées de l'Accord? Dans la négative, comment le Paraguay assurerait-il le respect de l'Accord?